

PARIS COCAGNE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 rue des Arpentis
91430 VAUHALLAN

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

In Extenso

In Extenso Centre Ouest

350 rue Henri Potez
CS 72100
37210 Parçay-Meslay

Tél. : 02 47 87 48 00
www.inextenso.fr

PARIS COCAGNE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 rue des Arpentis
91430 VAUHALLAN

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'Association PARIS COCAGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association PARIS COCAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents mis à la disposition des membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents mis à la disposition des membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Parçay-Meslay, le 12 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes,
IN EXTENSO CENTRE OUEST

Représenté par Valérie ROCHARD

COMPTES ANNUELS

Bilan
Compte de résultat
Annexe

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	142 183	94 150	48 033	58 517
	Constructions	346 483	120 391	226 092	229 358
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	457 992	351 268	106 724	91 916
	Autres immobilisations corporelles	177 679	136 045	41 635	57 430
	Immobilisations corporelles en cours	86 925		86 925	
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	1 305		1 305	1 305
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	270		270	270
	TOTAL (I)	1 212 838	701 853	510 985	438 796
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	6 968		6 968	6 475
	En-cours de production de biens	57 790		57 790	75 372
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	5 307		5 307	3 098
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	18 978		18 978	23 428
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	209 212		209 212	168 881
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	466 331		466 331	404 362
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	451		451	1 658
	TOTAL (II)	765 038		765 038	683 276
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III) Primes de remboursement des obligations (IV) Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 977 875	701 853	1 276 022	1 122 072
(1) dont droit au bail (2) dont à moins d'un an (3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	120 160	120 160
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
Autres fonds propres	Autres	18 218	18 218
	Report à nouveau	369 053	313 822
	Excédent ou déficit de l'exercice	94 100	55 231
	Total des fonds propres (situation nette)	601 532	507 432
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	195 123	224 069
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	796 654	731 501
	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Fonds reportés et dédiés	Total des autres fonds propres		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	194 260	128 547
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	194 260	128 547
	Provisions pour risques	35 000	10 000
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	35 000	10 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	500	548
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	123 339	126 090
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	95 045	84 240
Provisions	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	31 224	41 146
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	250 108	252 024
Total	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 276 022	1 122 072
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	94 100,19	55 230,91
	(1) Dont à moins d'un an	250 108	252 024
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	500	548

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	17 177	17 395
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	508 610	458 679
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	25 807	17 522
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	881 070	770 994
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	8 904	11 390
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	102 600	16 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 151	12 657
	Utilisations des fonds dédiés	22 287	19 136
	Autres produits	601	455
Total des produits d'exploitation		1 573 207	1 324 227
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	67 867	72 048
	Variation de stock	15 373	(31 741)
	Achats de matières et autres approvisionnements	53 731	47 559
	Variation de stock	(493)	1 071
	Autres achats et charges externes	227 025	192 547
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	18 713	23 269
	Salaires et traitements	839 828	777 700
	Charges sociales	115 477	109 595
	Dotation aux amortissements et dépréciations	72 163	72 037
	Dotation aux provisions	25 000	
	Reports en fonds dédiés	88 000	16 000
	Autres charges	5 148	2 209
Total des charges d'exploitation		1 527 832	1 282 294
RESULTAT D'EXPLOITATION		45 374	41 933

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		45 374	41 933
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 521	1 067
	Total des produits financiers	2 521	1 067
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 215	2 273
	Total des charges financières	2 215	2 273
RESULTAT FINANCIER		306	(1 205)
RESULTAT COURANT avant impôts		45 680	40 727
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	48 912	14 828
	Total des produits exceptionnels	48 912	14 828
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	431	324
	Total des charges exceptionnelles	431	324
RESULTAT EXCEPTIONNEL		48 481	14 504
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		61	
TOTAL DES PRODUITS		1 624 640	1 340 122
TOTAL DES CHARGES		1 530 539	1 284 891
EXCEDENT ou DEFICIT		94 100	55 231
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		3 323	2 683
Prestations en nature			
Bénévolat		72 122	61 645
TOTAL		75 445	64 328
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		3 323	2 683
Prestations			
Personnel bénévole		72 122	61 645
TOTAL		75 445	64 328



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Plan

- 1) Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre
- 2) Règles et méthodes comptables
- 3) Analyse de l'activité et des marges commerciales
- 4) Analyse des charges
- 5) Prise en compte du bénévolat
- 6) Autres informations
- 7) Subventions d'investissement et fonds dédiés
- 8) Synthèse des emplois et ressources de l'exercice
- 9) Information au titre des événements post-clôture



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 276 022 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 624 640 euros** et un total **charges** de **1 530 539 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **94 100 euros**.

1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

- Description de l'objet social de l'entité

Le Jardin de Cocagne de Limon, association loi 1901 à but non lucratif, est un chantier d'insertion professionnelle par le maraîchage qui propose des contrats de travail à des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Encadrés par une équipe de professionnels, les salariés en insertion participent à la production et à la distribution en circuit court de légumes bio, tout en bénéficiant d'un accompagnement collectif et individualisé à leur réinsertion professionnelle.

Tout au long de l'année, les légumes et fruits de saison, produits sur l'exploitation, sont distribués sous forme de paniers hebdomadaires à un réseau d'adhérents.

Le Jardin de Cocagne de Limon, ancré dans le territoire, contribue au maintien des terres agricoles essonniennes, à la qualité paysagère, à la préservation de la biodiversité, des sols et de l'eau. L'association a fait le choix de pratiques respectueuses de la nature en étant labellisée Bio. La commercialisation en circuit-court, directement du producteur au consommateur, s'inscrit dans un mode de consommation responsable.

Le Jardin de Limon est membre du Réseau Cocagne qui fédère plus de 100 jardins appliquant une charte en 4 points :

- Insertion sociale et professionnelle de personnes en grande difficulté ;
- Production de légumes cultivés en agriculture biologique ;
- Commercialisation des légumes sous forme de paniers auprès d'un réseau d'adhérents "consom'acteurs" ;
- Intégration à la filière locale de d'agriculture biologique.



- Description de la nature, du périmètre des activités réalisées et des moyens mis en œuvre

Avec son exploitation maraîchère, l'association produit des légumes de saison qui sont distribués à 550 adhérents sur une base hebdomadaire, sous forme de paniers. Les adhérents de l'association peuvent aussi bénéficier d'un marché paysan qui se tient le jour de la distribution-panier. Certains adhérents sont livrés sur des points de dépôt qui se situent à 15 km maximum du jardin. Les jardiniers en parcours d'insertion participent à toutes les phases de la production et de la distribution. En 2023, ce sont plus de 60 jardiniers qui sont passés sur le jardin, bénéficiant de contrats en CDDI (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion). En 2023, la consommation d'ETP

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

(Equivalents Temps Pleins) a atteint 23,65 ETP, soit le taux de réalisation d'ETP le plus élevé depuis la création de l'association (qui est conventionnée à hauteur de 25 ETP).

Pendant ce parcours d'insertion, ils bénéficient d'un encadrement technique, ainsi que d'un accompagnement social (accès aux droits, aux prestations familiales, aux droits santé, démarches logement) et d'un accompagnement professionnel vers un emploi durable. L'équipe de permanents, constituée de 10 personnes, assure cet accompagnement et la gestion de l'association. Elle est composée de cinq Encadrants Maraîchers (EM), d'une Chargée d'Insertion Professionnelle (CIP), d'une Assistante Sociale (AS), d'une Responsable des Adhérents, d'une Responsable Administrative et Financière (RAF) et d'un Directeur.

2/ Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables définies par les règlements ANC 2018-06 et ANC 2014-03 consolidés, relatifs aux dispositions comptables réglementaires applicables aux associations, dont le respect du principe de prudence, ont été appliquées à partir du 1er janvier 2020.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Agencements et aménagement Terrain	Linéaire 5 à 15 ans
Plantations	Linéaire 10 ans
Bâtiment	Linéaire 30 ans
Installations constructions	Linéaire 5 à 15 ans
Ouvrages Infrastructures	Linéaire 1 an
Installations Techniques Mat Out Ind	Linéaire 3 ans
Installations complexes spécialisées	Linéaire 7 ans



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Installations Techniques	Linéaire 5 à 15 ans
Matériel Industriel	Linéaire 2 à 7 ans
Outils Industriel	Linéaire 1 à 5 ans
Installations Générales	Linéaire 2 à 7 ans
Matériel de transport	Linéaire 3 à 7 ans
Matériel de Bureau et informatique	Linéaire 2 à 3 ans
Emballages récupérables	Linéaire 3 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le stock des produits en cours est constitué des légumes récoltés au cours de l'exercice qui serviront à la constitution des paniers et à la vente en boutique pendant les premiers mois de l'exercice suivant. Il est valorisé sur la base de mercuriales (prix d'achat de gros) à fin décembre 2023.

Le stock des produits consommables est constitué de paillage, terreau, engrais, valorisés à leur prix d'achat.

Le stock de marchandises inclut les produits achetés et les légumes transformés à leur coût d'acquisition ou de transformation.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Détail des charges et produits exceptionnels

Les produits exceptionnels intègrent les reprises des subventions d'investissements (c.f. ci-dessous).

Subventions d'investissement

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 ne contient pas de dispositions spécifiques relatives aux subventions d'investissement (SI), contrairement au règlement CRC n°1999-01 qui prévoyait un traitement comptable spécifique des subventions d'investissement en opérant une distinction en fonction du caractère renouvelable ou non, par l'entité des biens subventionnés. Il convient donc de se référer aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au PCG.

Le règlement précité prévoit, pour les subventions d'investissement, le choix entre deux méthodes :

- soit elles sont inscrites immédiatement en produits exceptionnels ;
- soit elles sont inscrites en fonds propres et reprises au compte de résultat de façon échelonnée, au rythme des amortissements des biens subventionnés.

L'association a fait le choix de la deuxième méthode. Il s'agit d'un choix de méthode comptable applicable de façon constante, agissant de manière rétrospective.

La subvention s'enregistre dans les capitaux propres. Mais le profit qu'elle représente est rapporté au résultat sur plusieurs exercices afin de compenser les charges consécutives à l'amortissement du bien qu'elle a permis de financer. De fait, le poste des subventions au bilan diminue chaque année des subventions utilisées et augmente des nouvelles subventions reçues.

Fonds dédiés

A la clôture de l'exercice, les contributions financières reçues de personnes morales de droit privé non utilisées sont inscrites dans un compte de charge d'exploitation "689 - Reports en fonds dédiés" par la contrepartie d'un compte de passif "19 - Fonds dédiés". Au cours des exercices suivants, les sommes inscrites en compte "19 - Fonds Dédiés" sont reprises en produits au compte de résultat, au rythme de la réalisation des engagements par le crédit du compte d'exploitation "789 - Utilisations de fonds dédiés". Ces variations au compte de résultat font désormais partie du résultat d'exploitation.

Contributions volontaires en nature

En application du nouveau plan comptable associatif, l'activité des bénévoles est valorisée à partir des plannings d'intervention et des taux horaires des activités exercées. Le montant est intégré aux produits de fonctionnement de l'exercice (Production vendue, services et travaux) ainsi qu'aux



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

charges de fonctionnement pour le même montant. La valorisation de l'activité bénévole est donc neutre en termes de résultat.

Les dons en nature représentent des frais engagés pour le compte de l'association, pour lesquels il n'y a pas eu de demandes de remboursement.

3/ Analyse de l'activité et des marges commerciales

L'activité commerciale du jardin autour de la production maraîchère, cœur du dispositif commercial, est restée stable dans son activité de vente de paniers hebdomadaires aux adhérents. L'activité boutique du jeudi a progressé de 6% par rapport à 2022.

Les ventes aux professionnels (autres jardins maraîchers, coopératives bio, grossistes) ont doublé par rapport à 2022.

Au total, le chiffre d'affaires, hors services, augmente de 11%.

La marge commerciale (CA - coût d'achat des ventes + ou - variation de stock) est restée stable (+2%). Le taux de marge commerciale passant de 91% en 2022 à 84% en 2023.

	2023		2022	
Chiffre d'affaires hors prestations de services	508 610		458 679	
Achat de marchandises	67 867		72 048	
Variation de stock de marchandises	15 373		-31 741	
Marge commerciale	452 370	84%	418 372	91%

Les concours publics et subventions d'exploitation sont de 881 070 €, en hausse de 14% par rapport à 2022, en raison d'une hausse des effectifs de jardiniers en insertion et des deux revalorisations du SMIC en 2023.



4/ Analyse des charges

Les charges de personnel, à 955 305 €, sont en hausse de 8% par rapport à 2022 (hausse des effectifs des jardiniers en insertion, revalorisations du SMIC et augmentation de la valeur du point pour les permanents au 01/01/2023).

Les autres charges externes, à 227 025 €, sont en hausse de 18% par rapport à 2022, en raison de l'inflation des coûts énergétiques (gaz, électricité, carburant), du coût d'entretien de véhicules vieillissants et d'une hausse des cotisations (logiciel Cocagne Bio). Une partie significative des coûts énergétiques est refacturée.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

5/ Prise en compte du bénévolat

Le bénévolat, significatif depuis 2020, a poursuivi sa croissance en 2023, avec un volume de 1965 heures et une valorisation à 72 122€. Il s'exerce avec quelques administrateurs qui assurent des missions stratégiques au-delà de leur participation à la vie sociale et des adhérents-bénévoles investis sur plusieurs secteurs : cours de français, marché hebdomadaire du jeudi, maintenance, interventions ponctuelles en maraîchage, projet boutique (offre et aménagement) ...

6/ Autres informations

Information sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants (loi du 23/05/2006) :

Les trois plus hauts cadres dirigeants comprennent les cadres dirigeants au sens de l'article L 3111-2 du code du travail ainsi que les dirigeants de droit.

Compte tenu de la présence d'une seule personne rémunérée ayant la délégation de signature, il n'est pas communiqué, pour des raisons de confidentialité, la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

7) Subventions d'investissement et fonds dédiés

Ci-dessous le détail des variations des subventions d'investissement :

	VAUHALLAN	Subv origine	Amt cum 22	Subv nettes22	Dot 23	Amt cum 23	Subv nettes23
2011	CG91	30 000 €	23 984 €	6 016 €	1 133 €	25 117 €	4 883 €
2014	CD91 - Aide aux investissements	56 834 €	41 642 €	15 192 €	3 475 €	45 118 €	11 716 €
2015	CD91	3 990 €	3 990 €	0 €	0 €	3 990 €	0 €
2015	REGION EIE (Emploi Insertion Environnement)	32 500 €	26 142 €	6 358 €	2 796 €	28 938 €	3 562 €
2015	FDI	15 000 €	15 000 €	0 €	0 €	15 000 €	0 €
2015	FEADER PRIMVAIR	70 759 €	30 363 €	40 396 €	4 717 €	35 080 €	35 679 €
2015	FEADER IE	12 780 €	10 842 €	1 938 €	1 938 €	12 780 €	0 €
2016	CD N91	8 000 €	2 742 €	5 258 €	1 143 €	3 885 €	4 115 €
2019	FDI	15 000 €	9 000 €	6 000 €	3 000 €	12 000 €	3 000 €
2020	CD91	26 200 €	8 619 €	17 581 €	3 743 €	12 362 €	13 838 €
2020	REGION EIE (Emploi Insertion Environnement)	19 393 €	1 835 €	16 294 €	1 209 €	3 044 €	15 085 €
2020	FDI	30 551 €	6 515 €	24 036 €	4 684 €	11 199 €	19 352 €
2021	FDI installation boutique bio	40 000 €	0 €	40 000 €	0 €	0 €	40 000 €
2022	MSA chaine de lavage	6 000 €	0 €	6 000 €	1 109 €	1 109 €	4 891 €
2022	PAT projet irrigation parcelle	39 000 €	0 €	39 000 €	0 €	0 €	39 000 €
	TOTAL	406 008 €	180 674 €	224 069 €	28 947 €	209 621 €	195 123 €

A la clôture de l'exercice, les subventions nettes s'établissent à 195 123 €, contre 224 069 € fin 2022.

La quote-part de subvention d'investissement passée en résultat exceptionnel est de 28 947 €.

L'association n'a pas perçu de nouvelle subvention d'investissement en 2023.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Ci-dessous le détail des variations des fonds dédiés. A la clôture de l'exercice le solde des fonds dédiés s'élève à 194 260 €.

RESSOURCES	MONTANT INITIAL	Fonds à engager au début de période au 01/01/2023	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Utilisation au cours de l'exercice 2023	Fonds restant à engager en fin d'exercice 31/12/2023
Fondation BRAGEAC	12 000 €				
Fondation CARREFOUR	30 000 €	10 726 €		1 395 €	9 332 €
PM'UP	10 024 €	3 904 €		508 €	3 397 €
RTE	25 000 €	4 206 €		1 206 €	3 000 €
Fondation VINCI	25 000 €				
RENAULT	27 150 €				
CAPS	10 000 €			235 €	- 235 €
Fondation Aéroports de Paris	10 000 €	599 €		599 €	
PVE Irrigation	12 000 €	719 €		719 €	
Fondation BETTENCOURT et EIFFAGE	180 110 €	82 112 €		11 462 €	70 650 €
FAPE EDF	20 000 €	10 280 €		4 000 €	6 280 €
Fondation VINCI	10 000 €	10 000 €		1 848 €	8 152 €
Fondation BRUNEAU	6 000 €	6 000 €		317 €	5 683 €
Fondation Entrepreneurs BANQUE POPULAIRE Val de France	15 000 €		15 000 €		15 000 €
ADP Ingénierie	60 000 €		60 000 €		60 000 €
Fondation AG2R	13 000 €		13 000 €		13 000 €
TOTAL	465 284 €	128 547 €	88 000 €	22 287 €	194 260 €

Le produit inscrit en compte de résultat d'exploitation et correspondant à l'utilisation des fonds dédiés s'élève à 22 287 € pour l'exercice 2023.

Les nouveaux fonds dédiés de l'exercice s'élèvent à 88 000 €, destinés au financement de la "Boutique à la Ferme".

8/ Synthèse des emplois et ressources de l'exercice

L'exploitation a permis de dégager une marge brute d'autofinancement de 228 030 €, en très forte hausse par rapport à celle de 2022.

La variation du besoin en fonds de roulement a été réduite du fait de la diminution des légumes stockés en fin d'année.

Les investissements correspondent à l'acquisition d'une chaîne de lavage de légumes, d'une brouette électrique et d'une plateforme élévatrice ainsi que la mise en place d'une rampe d'accès entre le bâtiment agricole et les serres. Ces investissements sont destinés à l'amélioration des conditions de travail des jardiniers. L'augmentation significative des investissements (144 352 € en 2023, contre 47 198 € en 2022) s'explique par les encours d'immobilisations, à hauteur de 86 925 €, liés à la



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

réalisation d'une "boutique à la ferme" ouverte en juin 2024.

La réalisation de cet ambitieux programme d'investissement a été conforté par de nouvelles subventions privées.

Ci-dessous le tableau de financement 2023 :

Résultat net		94 100
+ dotations aux amort et dépréciation	68112000	72 163
+ engagements fonds dédiés	68950000	88 000
- reprise / amort et provisions	78150000	-
+ dotations reprise / amort et provisions	68150000	25 000
- utilisation de fonds dédiés	78950000	- 22 287
- quote-part subventions investissement	77700000	- 28 947
- produit de cession d'immo	77510000	-
+ dotation amort except / immo	68710000	-
+ VNC immo cédées	67520000	-
Marge brute d'autofinancement		228 030
+/- variation du besoin en fonds de roulement (*)		- 21 662
- investissements		- 144 352
+ cessions d'actifs		-
Trésorerie dégagée par l'exploitation		62 017
+ augmentation de capital		-
+ subventions d'investissement		-
+ emprunts souscrits au cours de l'exercice		-
- emprunts remboursés au cours de l'exercice		-
Trésorerie des opérations financières		-
Variation de trésorerie		62 017

9/ Information au titre des événements post-clôture

Néant.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains	142 183					142 183
	Constructions sur sol propre	117 953					117 953
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement	212 012		16 519			228 531
	Instal technique, matériel outillage industriels	419 423		38 569			457 992
	Instal., agencement, aménagement divers	4 723		2 338			7 061
	Matériel de transport	147 371					147 371
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	4 542					4 542
	Emballages récupérables et divers	18 704					18 704
	Immobilisations corporelles en cours			86 925			86 925
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 066 911		144 352			1 211 263
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	1 305					1 305
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	270					270
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 575				
TOTAL		1 068 486		144 352			1 212 838



Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains	83 666	15 726	5 242	94 150
	Constructions sur sol propre	28 168	5 877	1 959	32 085
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	72 438	23 686	7 819	88 305
	Instal technique, matériel outillage industriels	327 507	36 479	12 718	351 268
	Autres instal., agencement, aménagement divers	2 592	996	283	3 305
	Matériel de transport	99 850	18 160	6 053	111 956
	Matériel de bureau, mobilier	4 011	703	302	4 412
	Emballages récupérables et divers	11 459	7 803	2 891	16 371
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	629 690	109 430	37 266	701 853
TOTAL		629 690	109 430	37 266	701 853



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		25 000		25 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change	10 000			10 000
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10 000	25 000		35 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	10 000	25 000		35 000
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			25 000		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2023

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	270		270
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	18 978	18 978	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	691	691	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	346	346	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	198 265	198 265	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	9 910	9 910	
	Charges constatées d'avance	451	451	
	TOTAL DES CREANCES	228 911	228 641	270
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2023

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	500	500		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	123 339	123 339		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	41 101	41 101		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	35 767	35 767		
	Impôts sur les bénéfices	61	61		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	18 115	18 115		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	31 224	31 224		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	250 108	250 108		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	120 160				120 160
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves	18 218				18 218
Report à nouveau	313 822	55 231			369 053
Excédent ou déficit de l'exercice	55 231	(55 231)	94 100		94 100
Situation nette	507 432		94 100		601 532
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	224 069		14 360	43 307	195 123
Provisions réglementées					
TOTAL	731 501		108 461	43 307	796 654



Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Fonds dédiés sur subv invest privée (Cf détail ci-après)	128 547		22 287		88 000	194 260	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	128 547		22 287		88 000	194 260	



Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2022	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2023
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	404 744			404 744
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	404 744			404 744
Quotes-parts virées au compte de résultat	180 674	43 307	14 360	209 621



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			451
SEXTANT		168	
DROPBOX		105	
REFERENCE DU FROID		143	
MATECIR		35	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			451

